Quatrième Année, N° 30 — 15 Mars au 15 Avril 1930

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

CHRONIQUES

Le Numéro - 96 pages - 6 fr. (franco : 6 fr. 50)

PARIS — 39, Rue Montmartre (1er)

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

Revue Mensuelle du Socialisme International

DIRECTION : **L.-O. Frossard — Jean Longuet**
ADMINISTRATION : **Charles Bellino**
SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : **Berthe Fouchère**

COMITÉ DE RÉDACTION
Bracke, Maurice Delépine, André Le Troquer, Jules Moch,
Henri Sellier, Ch. Spinasse, Marcel Déat

LE NUMÉRO : FRANCE, 6 FR. (FRANCO, 6 FR. 50)
ÉTRANGER, 30 CENTS.

ABONNEMENTS :	Six mois (5 numéros)	Un an (10 numéros)
Paris, Départements, Colonies et Belgique............	30. »	55. »
Pour les Membres des Organisations Socialistes (sur présentation de la carte ou justification du Secrétaire de la section ou des Syndicats confédérés).......	25. »	50. »
Étranger	$2. »	$4. »

LES MANDATS DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS A L'ADMINISTRATEUR :
Charles Bellino, 39, Rue Montmartre, PARIS (1er)
Compte chèque postal : **1212-23 Paris**

Dans les prochains numéros nous publierons :

Maurice Barrès : *Deux lettres inédites à Georges Renard.*
P. Nenni : *Les Socialistes italiens vers l'Unité.*
T. Dan : *La guerre contre les paysans en Russie.*
Georges Renard : *Hymne au Travail.*
G. D. Harnes : *Les Secrétariats professionnels internationaux.*

et de nombreuses REVUES DES LIVRES et REVUES DES REVUES que l'abondance des matières nous a contraints d'ajourner.

Pour les noces d'argent du Parti (S.F.I.O.)

La Formation de l'Unité Socialiste

Le Socialisme français qui glorifiait, il y a quelques mois, trop modestement, à vrai dire, le cinquantième anniversaire de sa naissance, comme mouvement prolétarien organisé — au Congrès de Marseille en 1879 — a célébré d'une façon plus éclatante le vingt-cinquième anniversaire de sa constitution en parti politique unique de la classe ouvrière. C'est les 23, 24 et 25 avril 1905, au Congrès tenu à Paris, à la salle du Globe, boulevard de Strasbourg, que fut créé le Parti socialiste « unifié », dans lequel s'amalgamèrent les anciennes organisations traditionnelles.

C'est quelques mois plus tard, en octobre de la même année, qu'avec son Congrès de Chalon-sur-Saône, il commençait à vivre de sa vie propre — pour se développer ensuite d'une manière continue jusqu'à la guerre mondiale et jusqu'aux cruelles convulsions qui l'ont suivie — avec, comme couronnement désastreux, la scission de Tours, à Noël 1920. La dure et âpre période de luttes intestines, le redoutable affaiblissement qui en est résulté pour l'action politique et plus encore pour l'action économique de la classe ouvrière se produisent ensuite, et avec des phases diverses se continuent pendant dix ans, jusqu'en 1930.

On peut donc partager l'histoire du Socialisme et de la classe ouvrière en France au cours de ce demi-siècle en deux

grandes époques égales, de vingt-cinq ans chacune, la première de 1879 à 1905, la seconde de 1905 à 1930, cette dernière se subdivisant elle-même en deux phases, la première de 15 ans, de 1905 à 1920 et la seconde de 10 ans, de 1920 à 1930.

* * *

Dans la plupart des nations d'Europe, les travailleurs constituaient presque dès le début, dès le premier éveil de leur conscience de classe — ou en tous cas créaient après une courte période de confusion et de divisions — leur organisation politique unique. Ce fut le cas de la Belgique, de l'Italie, de l'Autriche, des Pays scandinaves, de la Suisse, de l'Espagne — et à un moindre degré, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

La France, au contraire, a connu un développement historique particulier, ce qui permet de comprendre les conditions plus complexes et plus difficiles de l'évolution de sa classe ouvrière vers son unité organique. Celle-ci, enfin réalisée en 1905, sur le double terrain politique et syndical (1) y était, malgré tout moins solide qu'en des pays où elle existait incontestée, depuis des années déjà.

Lorsque se déchaînera l'ouragan bolchevik, en 1920, 1921, 1922, elle résistera plus mal et les propagandistes de la « scission bienfaisante » y trouveront un terrain plus favorable à leur besogne malfaisante, qu'en la plupart des autres grandes collectivités européennes.

La célébration des « Noces d'Argent » de notre Parti nous est tout naturellement une occasion précieuse d'étudier les conditions de son développement historique et d'en tirer quelques utiles leçons.

Après le vote par le Congrès de Marseille des résolutions affirmant la nécessité pour la classe ouvrière de poursuivre son affranchissement par la socialisation des moyens de production et d'échange, l'espérance de voir se former un seul grand parti politique des travailleurs avait pu s'exprimer chez beaucoup

---

(1) L'unité syndicale, réalisée en principe en 1895, par le Congrès de Limoges, était définitivement établie en 1902, au Congrès de Montpellier, où les deux sections des *fédérations de métier* ou d'industrie et des Bourses du Travail tenaient un congrès commun.

de militants. Mais en réalité, elle se heurtait à de sérieuses difficultés et était encore prématurée.

Alors que vers la même époque, dans la plupart des nations voisines, la classe ouvrière était amenée directement, de l'ignorance absolue de ses intérêts propres aux notions précises du socialisme moderne, en France, le souvenir, l'influence des anciennes « écoles » socialistes, des grands utopistes, de Saint-Simon à Fourier, de Cabet à Louis Blanc, comme ensuite celle de Proudhon, de Blanqui, s'exprimait encore. L'ensemble d'idées précises que le socialisme de Marx et d'Engels comporte, sa notion essentielle d'un mouvement de classe réaliste, unitaire et discipliné, se heurtait à l'ancienne idéologie jacobine, au romantisme sentimental, à la croyance systématique, au coup de force et l'émeute qu'avait au surplus entretenu un siècle d'insurrections, de révolutions, souvent victorieuses. Par ailleurs le retard du développement capitaliste de la France, l'influence considérable qu'y conservait la petite bourgeoisie, les formes maintenues de l'artisanat et surtout la paysannerie, créaient des conditions économiques différentes de celles qui existaient dans les nations où la concentration capitaliste se développait d'une manière beaucoup plus rapide et plus brutale.

Aussi, non seulement le Parti Ouvrier, constitué au lendemain du Congrès de Marseille n'allait-il pas tarder à se diviser en 1882, au Congrès de Saint-Etienne, en *guesdistes* et en *possibilistes*, mais en dehors de ce Parti Ouvrier, existait déjà le groupement blanquiste, ayant à sa tête Edouard Vaillant, Chauvière, Landrin, Eudes, groupés autour du « Comité Révolutionnaire Central », tandis que se constituait par ailleurs différents groupements de « socialistes indépendants », notamment « l'Alliance Républicaine Socialiste », avec Theisz, Jaclard, Charles Longuet, Camélinat, et que Benoît Malon, Eugène Fournière, Gustave Rouanet se groupaient dès 1885 autour de *La Revue Socialiste*.

En 1890, les possibilistes s'étaient encore divisés en *allemanistes* (le Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire), avec Allemane, J.-B. Clément, Lavaud, Groussier, de tendances plus révolutionnaires, très « ouvriéristes », très attachés au développement du mouvement syndical et à l'idée de la grève

générale et en *broussistes* (Fédération des Travailleurs socialistes), avec Brousse, Lavy, Martin et, représentant une conception plus modérée, plus « municipaliste » et étatiste.

Soit cinq fractions du socialisme français, qui devaient subsister jusqu'au moment où se produisait, en 1899, la première grande tentative d'*unification*. Six fractions même si on ajoute « l'Alliance Communiste révolutionnaire », constituée en 1896 par des éléments dissidents du P. O. S. R. qui, avec Groussier et Dejeante, allaient bientôt fusionner d'ailleurs avec les blanquistes.

De 1883 à 1893 le mouvement végétait. Le rôle politique du socialisme était faible, son organisation misérable. Seule la tradition révolutionnaire du prolétariat parisien lui permettait de grouper occasionnellement des masses derrière lui, dans l'agitation créée, par exemple, par le grand écrivain et journaliste Jules Vallès et son organe *le Cri du Peuple*, s'exaltant dans le souvenir de la Commune.

Cependant l'effondrement de l'aventure boulangiste, les scandales du Panama, le retentissement de la Manifestation Internationale du 1er Mai, décidée en juillet 1889, au Congrès de l'Internationale enfin reconstituée, amenait une soudaine et importante « poussée socialiste » dans la vie politique française.

Dans les deux précédentes législatures, quatre ou cinq élus obscurs, sans action, se réclamaient du collectivisme. L'extrême-gauche radicale de Clemenceau occupait le devant de la scène politique. Soudainement les élections d'août 1893 faisaient pénétrer à la Chambre une quarantaine de députés s'intitulant socialistes — et parmi eux des orateurs, des théoriciens de la valeur de Jaurès, Jules Guesde, Edouard Vaillant, Marcel Sembat, Gustave Rouanet, de grands parlementaires venus du radicalisme — aux conceptions socialistes d'ailleurs extrêmement vagues — tels que A. Millerand et René Viviani. A côté d'eux de purs démagogues chauvins, la veille encore boulangistes, tels que l'ancien blanquiste Ernest Roche ou Paulin Méry, de simples radicaux tels que Thierry Cazes ou Mirman (1).

(1) Ce dernier a récemment clos — du moins on peut le supposer — le cycle étonnant de ses évolutions, en adhérant aux conceptions de M. Charles Maurras !

A côté d'une quinzaine d'élus appartenant à trois organisations socialistes nationales authentiques, *guesdistes*, *blanquistes*, *broussistes* (les cinq allemanistes avaient refusé d'adhérer à ce groupement trop hétéroclite à leur gré) il y avait donc là toute une gamme de « socialistes indépendants », allant d'éléments foncièrement socialistes, ayant accepté les conceptions fondamentales du mouvement ouvrier moderne, tels que Jaurès et Rouanet, jusqu'à des démagogues nationalistes sans doctrine et qui, dans la crise de l'affaire Dreyfus, n'allaient pas tarder à devenir ou à redevenir les pires adversaires du Socialisme et de la Démocratie. Aussi aucune unité de vote ne pouvait-elle exister dans un tel groupement, dont au surplus les membres n'avaient pas derrière eux le contrôle d'un grand parti, condition indispensable au sain fonctionnement d'une organisation parlementaire socialiste.

Malgré toutes ces faiblesses, malgré l'état profondément inorganique où se trouvait alors le mouvement socialiste français et dont ce groupe était bien l'expression adéquate, Jaurès a pu écrire qu'issu d' « élections puissantes », « l'unité socialiste avait trouvé en lui un organe ».

A l'exception des allemanistes, toutes les fractions socialistes s'y rencontraient en effet, du moins dans leur expression parlementaire, « pour délibérer amicalement » et « le souvenir des longues et âpres luttes du passé était presque aboli » (1). En même temps, *la Petite République* était devenue sous la direction de Millerand, un organe commun des socialistes — de Guesde et de Vaillant à Fournière, à Viviani, à Jaurès, à Marcel Sembat.

Un premier effort de clarification se produisait lorsqu'au lendemain des victoires municipales remportées en 1896, au Banquet de Saint-Mandé, Millerand prononçait un discours dont les données étatistes et ultra-réformistes était certes fort éloignées des conceptions maîtresses du marxisme révolutionnaires, mais dont le seul énoncé suffit cependant à amener le départ des éléments nationalistes et radicaux.

Mais la situation n'en demeurait pas moins très trouble. Le manque de discipline dans les votes, l'absence de tout

---

(1) Le *Mouvement Socialiste*, janvier 1899 : l'unité socialiste, par Jean Jaurès.

contrôle de la masse des militants sur leurs élus donnait à l'action parlementaire socialiste une fâcheuse ressemblance avec celle des partis politiques bourgeois. Elle ne pouvait que développer dans des couches importantes de la classe ouvrière un anti-parlementarisme, à vrai dire simpliste et faux, mais que créait la déviation même de l'action socialiste au Parlement. L'*allemanisme* d'une part, le *syndicalisme révolutionnaire* de l'autre, (tel qu'il va se développer à partir du Congrès créant en 1895 à Limoges la C. G. T.) sont les conséquences logiques de cet état de choses déplorable.

L'affaire Dreyfus, la crise redoutable qui va se développer à cette occasion, menaçant le régime républicain lui-même d'un violent retour offensif de la réaction monarchique et cléricale, vont précipiter les événements. Les élections de 1898 aboutissaient avec au total un léger gain, à l'échec douloureusement ressenti par tous les militants de Jaurès, battu à Carmaux; de Guesde, battu à Roubaix.

Momentanément écarté du Parlement, Jaurès va consacrer tout son génie à l'organisation, à la propagande dans tout le pays, à l'étude des grands problèmes de doctrine, de tactique et d'histoire — c'est l'époque où il a publié et sa monumentale *Histoire Socialiste* et ses *Etudes Socialistes* — à l'unification socialiste.

Des rumeurs de coup de force militaire circulaient. La nécessité pour la classe ouvrière de concentrer ses forces fut impérieusement sentie par tous. Un « Comité de Vigilance » comprenant les délégués de toutes les organisations socialistes et syndicales, puis un Comité d'Entente se constituaient.

La possibilité de préparer l'unité organique du socialisme français apparut dès lors avec force à Jaurès. Dans un magistral article qu'il donnait en janvier 1899 à la revue *Le Mouvement Socialiste*, que des jeunes socialistes — Hubert Lagardelle, Ph. Landrieu, Louis Révelin, Jean Longuet, J. Sarraute, J. Rivière — Urbach — venaient de fonder, Jaurès affirmait avec ferveur sa foi unitaire. A l'encontre des « grandes organisations », P. O. F. et C. R. C. dont il déplore la résistance à la fusion, à l'encontre de Millerand qui, dans un meeting au Tivoli Vaux-Hall avait proclamé qu' « il serait peu sage *de faire violence à l'originalité du socialisme français en l'ac-*



Jean Jaurès

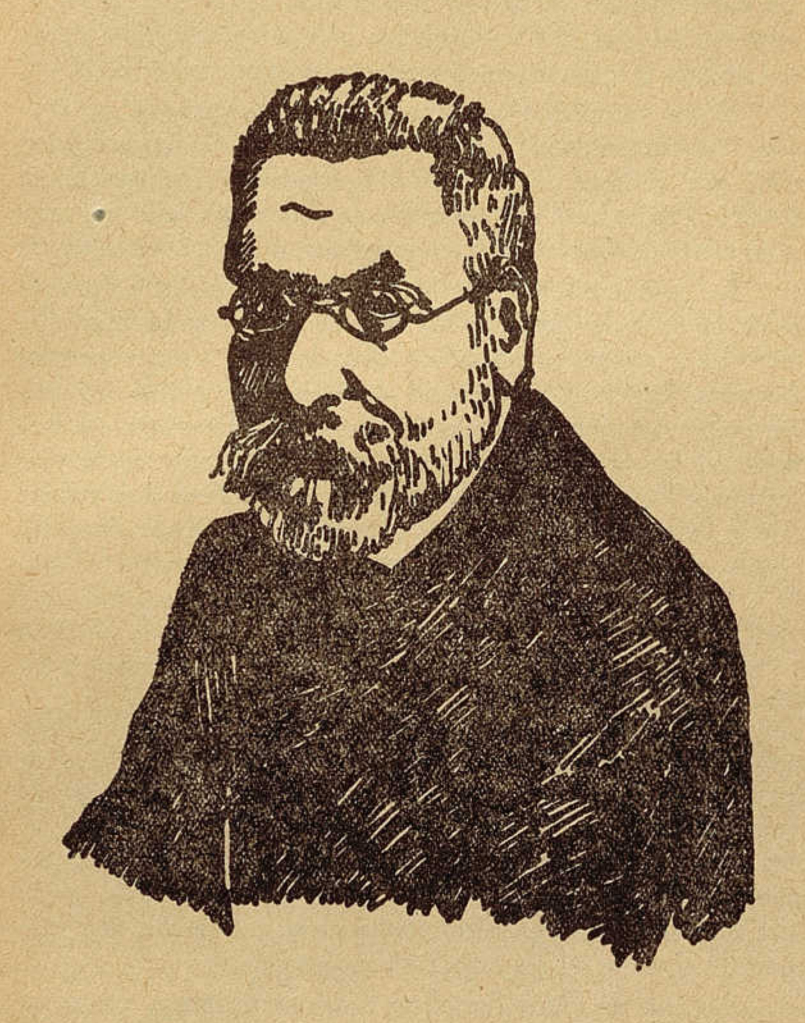
commodant aux formes unitaires de l'Allemagne ou de la Belgique », Jaurès répliquait qu' « *il n'y a pas de peuple où le socialisme soit condamné par une sorte de dispersion atavique à la faiblesse et à l'incohérence* ».

A vrai dire le débat était dans une large mesure vicié par les discussions passionnées que soulevaient l'affaire Dreyfus et les controverses ardentes qui, sur ce terrain, opposaient fréquemment Jaurès à Guesde et à Vaillant. Et néanmoins, les forces *centripètes* dominaient tellement jusqu'au milieu de 1899, que dans l'article que j'ai déjà cité, Jaurès pouvait écrire sans optimisme exagéré que « *l'unité est faite dans les esprits comme dans les cœurs* » et qu'il pouvait même prédire qu' « au Congrès International de 1900, toutes les fractions du socialisme français donneraient au prolétariat universel le spectacle d'une parfaite concorde ».

Malheureusement tout allait être compromis et les divisions intestines portées à leur maximum par l'entrée de Millerand dans le cabinet de Waldeck-Rousseau le 13 juin 1899. Il semble bien qu'au premier abord les objections les plus fortes furent soulevées moins contre la conception abstraite de la participation que contre la présence concrète de Millerand aux côtés du général de Gallifet, symbole de la répression versaillaise.

Ce serait dépasser singulièrement le cadre de ce rapide rappel de faits historiques que de retracer en détail les luttes acharnées qui se déroulèrent tout d'abord dans la première assemblée nationale du Socialisme français, cet ardent et si vivant *Congrès de la salle Japy* (décembre 1899). Il se terminait par un effort de synthèse et de conciliation qu'exprimait la motion Delesalle, votée par 1.140 voix contre 240. On créait un Comité Général, assemblant toutes les organisations socialistes. Ce n'était pas encore l'unité car elles demeuraient avec leur organisation propre, simplement juxtaposées, mais non fondues dans le nouvel organisme.

Par ailleurs, le ministérialisme « le plus grand commun diviseur de la classe ouvrière » faisait son œuvre. La participation de Millerand au pouvoir, l'appui continu et tenace qu'il recevait d'une importante fraction furent une cause permanente de difficultés au sein du Comité Général. La première tentative



Édouard Vaillant

d'unification du socialisme français venait se briser sur les récifs du Congrès de la salle Wagram (août 1900) d'où, finalement, les *guesdistes* du Parti Ouvrier Français sortaient. L'année suivante, à Lyon, le Parti socialiste révolutionnaire de Vaillant et Landrin, à son tour, se séparait et venait rejoindre le P.O.F.

Deux « unités » : le *Parti Socialiste Français*, groupepant « jauressistes », « allemanistes » et « broussistes », ainsi que diverses fédérations autonomes se constituaient en 1902 à Tours. Le *Parti Socialiste de France* par ailleurs, unissait en son Congrès d'Ivry « guesdistes » et « blanquistes ».

La première tentative d'unification du socialisme français avait eu du moins ce résultat, négatif, de dissoudre officiellement les anciennes organisations dans le sein de deux grandes fractions, âprement aux prises, dans des polémiques qui fréquemment atteignirent une grande violence. Et même au moment où les passions déchaînées paraissaient opposer le plus fortement les deux grandes organisations, l'espérance de refaire l'unité, un moment entrevue, demeurait très forte dans les esprits et dans les cœurs de beaucoup de militants.

* * *

En réalité, ni l'une ni l'autre des deux grandes fractions n'était absolument homogène et c'était une des raisons pour lesquelles, même lorsque la participation ministérielle avec le gouvernement de Waldeck-Rousseau d'abord, ensuite le soutien systématique apporté au gouvernement de Combes, paraissait opposer le plus fortement Jaurès à Guesde et à Vaillant, des forces unitaires continuaient à travailler à l'intérieur de chacune de ces organisations antagonistes.

Au sein du Parti Socialiste Français existaient au moins trois tendances. Lors même de la fondation de l'unité, le signataire de ces lignes s'efforçait d'en dégager ainsi les aspects et les caractéristiques :

Une « gauche », très peu nombreuse au début, mais dont les forces s'accroîtront sans cesse, comprenant soit dans les quartiers ouvriers parisiens, soit dans les fédérations de province tels que les Ardennes, la Somme, le Jura, la Seine-

Inférieure, d'anciens allemanistes (1) ou blanquistes (2), quelques intellectuels marxistes, que l'affaire Dreyfus avait détachés du guesdisme (3) ou qui avaient appartenu à des groupements allemanistes (4) ou encore des militants inspirés de la vieille tradition révolutionnaire et insurrectionnelle (5).

Un « centre », longtemps confondu avec sa « droite », mais dont les événements allaient faire apparaître les préoccupations socialistes beaucoup plus vives. Les leaders sont alors ceux de toute la gauche républicaine du Parlement : Jaurès, Francis de Pressensé, Gustave Rouanet. La majorité des militants du P. S. F. suit ses directions.

Enfin une « droite » comprenant surtout les élus parlementaires qui, dans la pratique de la politique ministérialiste d'abord, de la « délégation des gauches » ensuite, en sont arrivés à oublier complètement toute notion de l'antagonisme des classes — dans la mesure où elle l'a jamais possédé. Ces éléments se refusent à admettre le contrôle des élus par les militants organisés. Leurs principaux représentants sont Millerand, Viviani, Briand, Gérault-Richard, Augagneur.

Au lendemain du Congrès de Lyon, la « gauche » obtenait de Jaurès et des éléments parlementaires un manifeste affirmant nettement que « le parti n'était pas ministérialiste ».

L'année suivante à Tours, Révelin et Renaudel faisaient insérer dans la Déclaration, des considérations inspirées de la nécessité de réagir « contre l'édulcoration du programme prolétarien en une vague démocratie petite-bourgeoise » et interdisant formellement à tout élu d'entrer dans un gouvernement bourgeois, sans une délégation formelle du Parti.

Le conflit devenait plus aigu en 1903, au Congrès de Bordeaux. Les votes de Millerand, exagérant sa politique « réaliste » jusqu'à voter contre les propositions de ses collègues socialistes les plus modérés, provoquait des demandes d'exclusion soutenues par Renaudel et Gustave Hervé (6).

---

(1) Tels que Ponard, du Jura; Donier de l'Ain.
(2) Tel que Renaudel.
(3) Tels que Révelin, Jean Longuet, Givort, Farjat.
(4) Tels que Philippe Landrieu, Hamelin.
(5) Tels que Cipriani et Gustave Hervé.
(6) G. Hervé instable et versatile va d'ailleurs, au lendemain de ce congrès, se séparer de ses amis d'alors pour constituer une tendance « insurrectionnelle » et

Malgré qu'elle eût eu en face d'elle toutes les « autorités » parlementaires, la « gauche » qui n'avait pour porte-parole que des militants obscurs réunissait 89 voix contre 107.

Bien entendu pour ces militants l'exclusion de Millerand (qu'ils finirent par obtenir en décembre 1903 de la Fédération de la Seine) n'était qu'un premier pas dans la voie de l'épuration de leur organisation et de la préparation à l'unité socialiste. En 1904, au Congrès de Saint-Etienne leur effort portait vers un plus grand contrôle du Parti sur ses élus. Renaudel, Jean Longuet, Ducos de la Haille, Nadi, Moutet, traduisaient leurs préoccupations et obtenaient la création d'un « Conseil National » appelé à fixer, « de concert avec les élus » la ligne directrice de la politique du parti.

A la même époque un événement politique d'une importance considérable se produisait : Jaurès quittait la *Petite République*, qui depuis 1893, était le quotidien socialiste, mais que possédaient et dirigeaient des individualités non contrôlées (1), sans que le parti pût exercer le moindre contrôle effectif sur sa direction et son administration. En avril 1904 il fondait l'*Humanité* avec la collaboration de Pressensé, Briand, Rouanet, Viviani, Albert Thomas, Lucien Herr, Léon Blum, mais auquel collaboraient aussi Révelin, Jean Longuet, Renaudel.

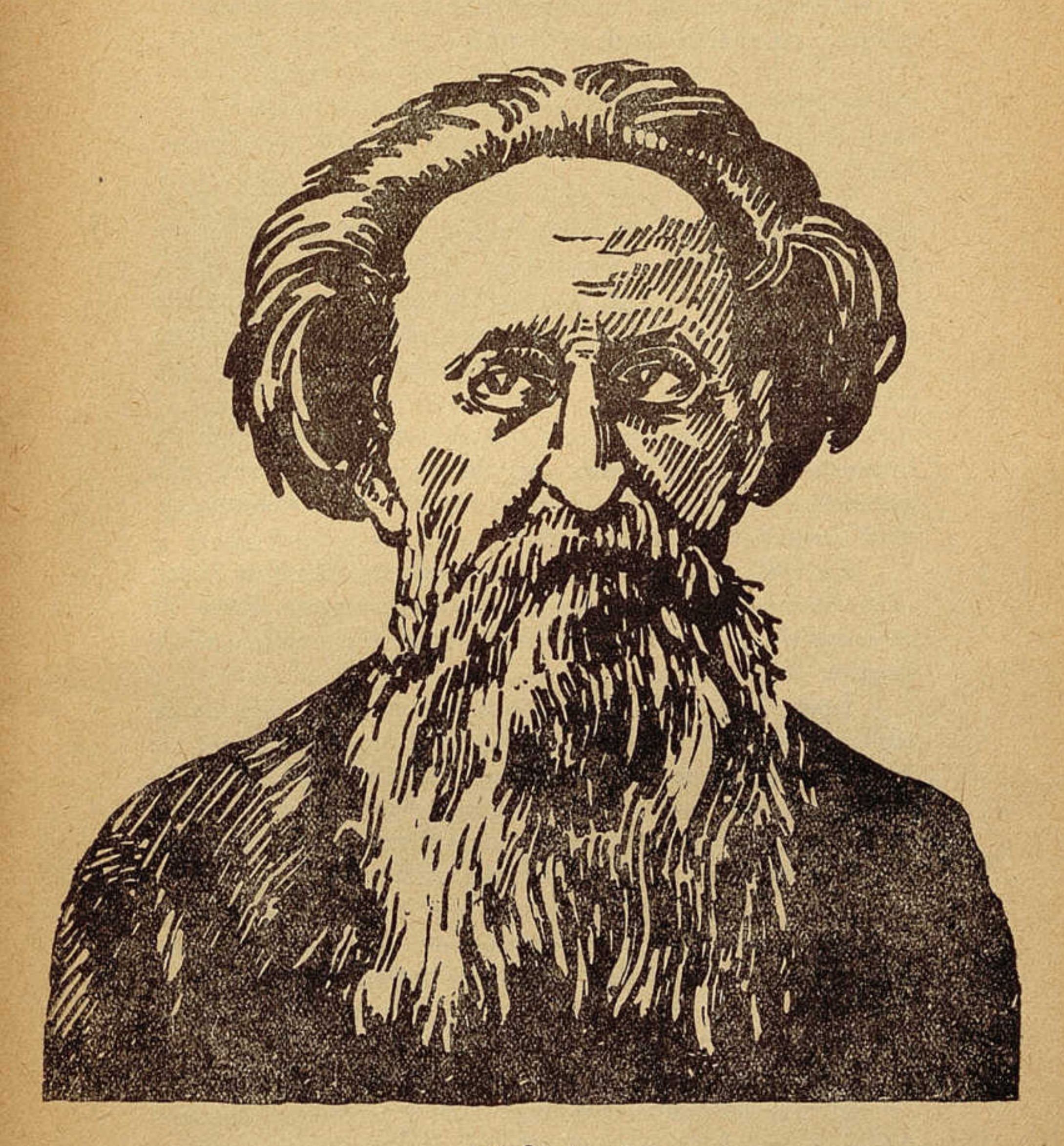
La pénétration du nouveau journal dans les masses demeura d'ailleurs très faible pendant plusieurs années. Malgré ses collaborations brillantes, au début de 1905 il ne vendait encore que 1.800 exemplaires à Paris. Il fallut pour faire lever et croître en un arbre vigoureux ce faible arbrisseau, le chaud soleil de l'unification.

L'*Humanité* continuait à défendre la politique ministérialiste de la majorité du P.S.F. Mais des conditions morales toutes différentes avaient succédé à celles de la *Petite République*. Jaurès, en créant un quotidien dont les ressources étaient claires et pures, dont toute l'action était désintéressée

---

« antipatriotique », à laquelle devait succéder pendant la guerre, une conversion à l'Eglise, au Capitalisme et au Nationalisme fasciste !

(1) Principalement son administrateur Dejean et son rédacteur en chef Gérault-Richard. Les fâcheuses histoires des « Cent Mille Paletots » puis les compromissions du journal avec les grandes puissances d'argent finirent par exaspérer Jaurès qui, à la fin de 1903, se sépara de la *Petite République*.



Jules Guesde

et probe, avait assaini l'atmosphère et préparé par là encore le terrain au rétablissement de l'unité.

* * *

Et néanmoins, pour faire mûrir tous ces germes, pour rendre l'unité possible, il fallut l'action extérieure, la force de propulsion, la volonté unificatrice de l'Internationale elle-même.

Lorsque s'ouvrit, en août 1904, le Congrès Socialiste International d'Amsterdam, l'opposition entre les deux fractions apparaissait comme plus profonde, plus irrémédiable que jamais.

Vaillant et ses amis, au sein du « Parti Socialiste de France » — ou d'ailleurs des heurts, parfois assez vifs mettaient aux prises blanquistes et guesdistes — avaient conservé l'espoir de refaire l'union.

En 1901, à Lyon, parlant en leur nom, Landrin l'avait laissé entrevoir, au moment même de la rupture. Mais ils ne croyaient pas qu'il fût possible encore d'en parler, ni de l'espérer bien proche.

Louis Dubreuilh, l'esprit politique le plus avisé de sa tendance et que Vaillant honorait tout particulièrement de sa confiance, à trois mois du Congrès international, raillait la naïveté de ceux qui « se figurent que les jours sont proches où le Parti Socialiste de France et le Parti Socialiste français pourront fusionner en une fraternelle unité » (1).

Dans les sphères dirigeantes du « Parti Socialiste de France » on semblait n'avoir aucune notion du travail interne qui se poursuivait au sein du « Parti Socialiste français », ou bien on affectait de ne lui accorder que peu d'importance. On continuait à proclamer que le P. S. de F. était « le seul parti socialiste », que Jaurès était condamné fatalement à « s'enfoncer sans cesse davantage dans une politique de collaboration des classes » et on sommait rudement la « gauche » du P. S. F. de cesser de jouer son rôle de « dupe ou de complice ».

---

(1) *Mouvement socialiste*, 15 avril 1904.

A Amsterdam même, Jaurès et Guesde se heurtaient avec une extrême passion pendant les six jours du Congrès, et dans l'âpreté de cette lutte dramatique, la possibilité d'unir en un seul parti des éléments à ce point antagonistes, apparaissait plus lointaine que jamais. D'ailleurs Guesde ne dissimulait pas sa volonté d'obtenir de l'Internationale la « disqualification » du P. S. F. (1).

C'est cependant à la faveur du conflit, porté à son maximum d'acuité, que s'affirmaient, que grandissaient les forces qui travaillaient au rapprochement des frères ennemis. Et la première, la plus puissante de ces forces ce fut l'Internationale elle-même, pleinement consciente de ses devoirs envers la classe ouvrière de tous les pays.

Le grand débat sur le révisionnisme semblait avoir abouti à diviser le Congrès en deux fractions sensiblement égales. Seul « le vote du Japonais Katayama », proclamait la presse bourgeoise et les partisans du ministérialisme, avait donné aux éléments intransigeants une majorité factice.

Cette appréciation était superficielle et fausse. Au lendemain même du Congrès je m'étais efforcé de la réfuter dans la *Vie Socialiste*, que la « gauche » du P. S. F., sous la direction de Francis de Pressensé, venait de créer (2).

Il n'y avait en réalité, entre les deux motions Kautsky-Bebel et Adler-Vandervelde, qui s'étaient heurtées au vote final, qu'une bien faible nuance.

Dans la première on avait reproduit sous sa forme négative la condamnation du révisionnisme, édictée au Congrès de la Social-Démocratie allemande à Dresde. On avait dans la seconde, en conservant à peu près entièrement le même texte, substitué à cette *négation* du révisionnisme, une *affir-*

---

(1) Dans une étude sur « l'Evolution du Socialisme en France », que j'ai publiée en juin 1908 dans *la Raison* et à laquelle j'ai emprunté un certain nombre d'éléments pour cet article, j'ai rappelé une anecdote significative de cet état d'esprit. A Troelstra, leader du socialisme hollandais qui, au cours d'une excursion nautique sur les canaux d'Amsterdam, organisée à la suite du Congrès, le pressait d'un effort unitaire, il disait : « Mais que nous parle-t-on d'unité? Dans trois ans à Stuttgart, Jaurès sera définitivement sorti du socialisme. Il ne prendra même pas part à nos travaux... »

(2) *La Vie Socialiste*, fondée en 1904, sous la direction de Pressensé, avec la collaboration de Renaudel, Jean Longuet, Révelin, publiée par l'imprimerie l'*Emancipatrice*, est disparue en 1905.

mation des principes fondamentaux de la lutte des classes et du socialisme révolutionnaire.

Une petite minorité « extrémiste » de gauche, comprenant une fraction de la Social-Démocratie russe (qui allait bientôt constituer avec Lénine le bolchevisme), une fraction de la Social-Démocratie allemande, les de Léonistes américains et une partie de l'ancien P. O. F. en France avait voté la motion Kautsky. Une petite minorité « extrémiste » de droite — comprenant une partie du P. S. F., les ultra-révisionnistes allemands avec Sudekum et David, une fraction du Labour Party anglais — avait voté la motion Adler-Vandervelde. Mais l'immense majorité de l'Internationale, de Bebel à Vandervelde et de Victor Adler à Troelstra et à Kautsky, était d'accord sur le maintien des principes « éprouvés et glorieux » du marxisme révolutionnaire. Et il y avait à tirer de cette situation ce que sentaient bien tous les militants avertis : une profonde leçon d'unité.

Les représentants les plus qualifiés de l'Internationale, même ceux qui se prononçaient avec le plus de force contre les déviations que le socialisme avait alors subies chez nous, — surtout du fait de sa désunion — étaient d'accord pour proclamer avec Bebel que « si en France le socialisme était fractionné », il ne s'ensuivait pas que « nous demandions au Congrès de *proscrire* un des partis socialistes français ». Et le vieux lion de la Social-Démocratie ajoutait : *Nous combattons non des hommes, mais des tendances;* nous voulons empêcher un mal de se propager. Notre seule pensée est de *donner à des amis engagés dans une voie dangereuse des conseils fraternels.* » Enrico Ferri, alors le leader éloquent et prestigieux du Socialisme italien, précisait encore cette pensée en affirmant que le Congrès devait « *proclamer la nécessité de l'unité dans chaque pays* ».

Au cours du débat à la grande Commission des Résolutions, commission où la France était représentée par Jaurès et par Renaudel, ce dernier fut amené à préciser la position de la « gauche » du P. S. F. en face des virulentes critiques que les représentants de maintes sections de l'Internationale avaient dressées contre les pratiques « confusionnistes » du ministérialisme et de la « délégation des gauches ». Avec la

préoccupation, nécessaire, de ne pas désavouer Jaurès, dont ceux-là mêmes qui, au sein du P. S. F., avaient critiqué les erreurs passagères de tactique, sentaient quelle admirable force de rayonnement socialiste, quelle valeur incomparable de propagande et d'action était en lui, Renaudel précisait cependant les responsabilités, rappelant — ou plutôt apprenant — à beaucoup de délégués étrangers que des éléments importants, des fédérations entières du P. S. F. s'étaient dressées à maintes reprises contre de funestes déviations. Mais montrant qu'à l'origine de toutes ces déviations il y avait toujours cette cause initiale : la division des socialistes. Cette intervention de Renaudel, appuyée par Cipriani, Jean Longuet, Ducos de la Haille, Gandrille fournit la base même que l'on cherchait pour une action unitaire. Tandis que Renaudel parlait, à plusieurs reprises il avait recueilli des marques d'approbation de Bebel, de Vandervelde, de Ferri, de Victor Adler. A peine avait-il fini de parler que, d'accord avec Ferri, Bebel déposait la motion suivante qui fut ensuite signée par Adler, Kautsky, Vandervelde et Troelstra et dont on peut dire qu'elle est la *pierre angulaire* de l'édifice de l'unité socialiste en France :

Le Congrès déclare que pour donner à la classe des travailleurs toute sa force dans la lutte contre le Capitalisme, il est indispensable que dans tous les pays, en face des partis bourgeois, il n'y ait qu'un Parti socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat; *en conséquence tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces* à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis dans les Congrès internationaux *et dans l'intérêt du prolétariat international, vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de leurs divisions.*

Pour arriver à ce résultat, le Bureau International et tous les partis des nationalités où l'unité existe, se mettent à leur disposition et leur offrent leurs bons offices.

En séance plénière du Congrès la résolution unitaire fut rapportée en termes éloquents par Vandervelde, qui se tournant vers les deux principaux représentants du Socialisme français, leur adressait ces émouvantes paroles : « Camarade Guesde, camarade Jaurès, je vous adjure, dans une pensée de paix socialiste internationale, de vous tendre la main... »

* * *

Cependant il ne faudrait pas croire que le Congrès d'Amsterdam avait tranché toutes les difficultés et que l'unité se soit aussitôt réalisée. Dans chacune des deux grandes fractions elle avait de fervents partisans qui allaient s'employer de toute leur âme à la faire triompher. Mais dans l'une comme dans l'autre, elle comptait des adversaires acharnés et ceux qui se déclaraient ouvertement contre elle n'étaient pas les plus dangereux.

Jaurès demeurait passionnément attaché à cette idée de l'unité organique, dont on peut dire qu'il avait été depuis le jour de son adhésion au Socialisme, l'apôtre infatigable, mais à la dépense de laquelle il n'avait plus cessé de lutter depuis 1898.

Dès la première réunion du Conseil national du P. S. F. une proposition unitaire était déposée signée par Révelin, Renaudel, Jean Longuet, Moutet. Elles rencontrait chez Jaurès une évidente sympathie. Mais une opposition d'abord sournoise, puis ouverte, se manifestait parmi les députés. Sous la direction d'Augagneur, que Lyon avait envoyé depuis deux ans à la Chambre et dont l'esprit était aussi éloigné que possible des conceptions maîtresses du Socialisme moderne, appuyé par Devèze, Colliard, Gérault-Richard, J.-L. Breton et bientôt Briand et Viviani, une furieuse offensive anti-unitaire se déclenchait, dans laquelle Jaurès n'avait, dans tout le groupe parlementaire, composé de 33 ou 35 membres, que trois collègues disposés à l'appuyer et à le suivre : Francis de Pressensé, G. Rouanet et Cardet (1).

Mais avec une magnifique ténacité Jaurès persistait dans son dessein. Il avait loyalement accepté les décisions de l'Internationale. Orateur incomparable qui, au cours des années 1903 et 1904, avait été maintes fois le porte-parole de la majorité républicaine de la Chambre, jouissant d'une énorme influence sur le gouvernement d'Emile Combes qui ne vivait que grâce à son appui, il n'hésitait pas un instant à

(1) Oublié aujourd'hui, le citoyen Cardet, ancien ouvrier peaussier et l'élu d'une des circonscriptions du 13[e], était un militant modeste, mais d'une grande droiture.

sacrifier cette situation considérable à un objectif plus haut et plus essentiel : la formation d'un grand politique unifié de la démocratie ouvrière et paysanne de ce pays.

D'ailleurs, s'il avait contre lui la quasi-unanimité des élus parlementaires, il était chaudement soutenu par presque tous les militants dans le pays. Il allait bientôt rallier à ses



Louis Révelin

conceptions la grande majorité des Fédérations et des groupes de son organisation.

Au sein du « P. S. de F. » la lutte quoique plus sourde, moins connue du public, était aussi très vive. Certes, dès le 10 août 1904, la Commission exécutive avait unanimement adopté une résolution unitaire, qu'elle communiquait à l'Internationale. Le 4 octobre elle précisait qu'il ne s'agissait pas de recommencer l'expérience stérile d'un « Comité d'Entente », dont on savait l'inefficacité par l'expérience de 1899-1900. Il s'agissait de *fusionner* toutes les organisations en une seule.

En réalité l'unité était vivement combattue par une importante fraction de l'ancien P. O. F. Beaucoup de ses vieux militants, tout bouillants encore des polémiques âprement poursuivies depuis cinq ans contre Jaurès et bien plus encore contre la droite du parti « jauressiste » ne croyait nullement à la possibilité de l'unification. Mais ils se heurtaient à la volonté unitaire tenace et passionnée d'Edouard Vaillant. L'élu des travailleurs du 20e, le vieux Communard traduisait sa pensée au cours d'une discussion assez vive au sein du Conseil central, sous cette forme pittoresque et émouvante tout à la fois : « Oui, je la veux l'unité, je la veux *avec rage!* »

Par ailleurs aussi, parmi les militants de l'ancien P. O. F. si on était fort tiède pour l'unification, dans l'ancienne « agglomération parisienne », au contraire, la puissante Fédération du Nord et notamment son représentant le plus intelligent et le plus réfléchi, G. Delory, sentait à quel point l'idée de l'unité était populaire dans les masses ouvrières, combien elle renforcerait la puissance de propagande du Socialisme. Son action ne tardait pas à s'exercer très fortement sur Guesde lui-même. Bracke et lui vont finalement l'entraîner.

Par contre une autre opposition acharnée, mais sans grande portée, se manifestait dans le P. S. de F. contre l'unité, dans l'élément « syndicaliste révolutionnaire » représenté par quelques militants parisiens et par une partie des intellectuels qui avaient suivi Hubert Lagardelle dans sa dernière évolution et qui comprenait notamment Ernest Lafont et Pierre Dormoy, Leur pensée s'exprimait dans un petit hebdomadaire l'*Avant-Garde*, qui se complaisait en âpres polémiques. Celles-ci n'épargnaient pas l'ancien élément guesdiste le plus intransigeant, de telle sorte que leurs oppositions anti-unitaires se neutralisaient.

Par ailleurs les circonstances politiques générales avaient aplani bien des difficultés. Le ministère Combes était tombé et parmi les radicaux on était furieux contre ce qu'on appelait « la tyrannie socialiste », tyrannie qui ne s'exerçait en fait que par le génie politique et oratoire de Jaurès, rappelant sans cesse les républicains bourgeois avec lesquels il se rencontrait

au sein de la « délégation des gauches », au respect de leur propre programme.

Bientôt d'ailleurs cette fameuse délégation cessa de fonctionner. On était à un an des élections générales. La nécessité pour les socialistes de réaliser dans la bataille l'union de toutes leurs forces, était ressentie par tous.

Dès novembre 1904, une *Commission d'unification* avait été constituée (1) au sein de laquelle les débats se poursuivaient, passionnés, parfois pénibles, prolongés jusqu'à 3 heures du matin, mais malgré tout, de plus en plus féconds.

Jaurès y apportait sa bonne foi, son esprit de conciliation et de synthèse, sa passion généreuse, sa bonne humeur, sa volonté d'aboutir. Il était fortement secondé par Louis Révelin, qui avait été unanimement choisi comme rapporteur. Parmi les délégués de l'autre grande organisation le rôle principal fut joué sans conteste par Bracke, qui montra tout de suite une incontestable bonne volonté unitaire. A maintes reprises au cours des débats, qui semblaient parfois ne pouvoir aboutir, il parvenait en collaboration avec Jaurès à établir les synthèses nécessaires.

A la fin de décembre on pouvait commencer enfin l'élaboration de la « Constitution » du futur Parti par l'adoption de la Déclaration commune qui devenait la Charte même de l'unité et que Révelin avait rédigée.

Après y avoir affirmé que l'action du Parti devrait être dirigée par les principes des Congrès internationaux, en particulier ceux de Paris (1900) et Amsterdam (1904), on faisait cette importante constatation que « *les divergences de vues et les interprétations de tactique différentes, étaient dues surtout à des circonstances particulières à la France et à l'absence d'une organisation générale* ».

La collaboration cordiale de Jaurès et de Bracke avait abouti à la rédaction d'une formule remarquablement forte et

(1) Elle comprenait *pour le P. S. de F.:* Bracke, Chéradame, Constans, Delory, L. Dubreuilh, Lagardelle, Vannier. *Pour le P. S. F.:* A. Briand, Jean Jaurès, Jean Longuet, Orry, F. de Pressensé, Renaudel, L. Révelin. *Pour le P. O. S. R.:* Allemane, Bernard, Cordé, Donlut, O. Hervé, Lavaud, Lauche. *Pour les Fédérations autonomes:* Brunelière (Bretagne), Cadenat (Bouches-du-Rhône), Decamps (Somme), Desmons (Nord), Ferrero (Var), Gustave Hervé (Yonne), Willm (Hérault).

souple pour définir le caractère fondamental du nouveau Parti, « *parti de lutte de classes, qui même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants,* ou se trouve *combiner accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits ou des intérêts du prolétariat, reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.* » Ainsi que nous avons pu l'écrire à l'époque, « en cette formule vigoureuse et souple se trouvait résumée toute la tactique du Parti, démocratique et républicain socialiste et révolutionnaire, tout à la fois. »

Le P. S. F. avait tenu son dernier Congrès au début d'avril 1905, à Rouen. Il y apparut clairement que Jaurès avait brisé l'opposition de la majorité des Parlementaires. Au cours des débats, les uns tels que Briand et Viviani — mais ce devait être pour peu de temps, — parurent s'incliner devant la volonté unitaire des militants. Les autres, tels Augagneur et Gérault-Richard, se répandaient en amères critiques contre les « révolutionnaires », attitude qui permettait de prévoir leur refus d'entrer dans le Parti qui allait se constituer.

Le Congrès, qui sanctionna le projet d'unification et organisa définitivement le Parti, se tint du 23 au 25 avril 1905, à Paris, dans l'étroite et incommode salle du Globe, boulevard de Strasbourg. Il réunissait 285 délégués porteurs de 329 mandats, représentant 34.688 cotisants, dont 7.378 pour la Seine, 7.130 pour le Nord, 1.785 pour la Gironde, 1.116 pour l'Allier.

La Déclaration de principes, élaborée par la Commission d'unification fut ratifiée sans débats. Le projet de constitution, les statuts du nouveau Parti furent défendus avec un rare tact, un extrême bonheur d'expression et une vigueur peu commune par le rapporteur Louis Révelin. Son habileté ne contribua pas médiocrement à faire doubler tous les récifs à l'esquif unitaire, encore bien frêle, et de Pressensé lui rendit un hommage éclatant et justifié dans l'*Humanité.*

Le nouvel organisme, au moment même où il se constituait, affirmait explicitement sa volonté de se bien intégrer dans l'Internationale. Sur la proposition de l'auteur de cet article, la Commission d'unification avait accepté de placer immédia-

tement après son titre de *Parti socialiste*, ce sous-titre éloquent dans sa concision de « *Section française de l'Internationale ouvrière* » (1).

Par un magnifique effort de synthèse on était parvenu, après tant de luttes âpres et de cruels déchirements, à fondre toutes les organisations en une seule, à réaliser entre les tendances qui jusque-là exagéraient leur point de vue dans l'isolement, une conciliation et une harmonie.

Il restait à réaliser cette même synthèse entre le mouvement politique et le mouvement syndical de la classe ouvrière. C'est à quoi on aboutissait lentement mais inévitablement — comme dans tous les autres pays — à travers des heurts, des polémiques souvent âpres —, lorsque la catastrophe mondiale de la guerre vint tout compromettre par ses redoutables répercussions et ses bouleversements.

Lorsque à Noël 1920, l'œuvre de 1905 eut été détruite à Tours, au milieu des ruines de la « Vieille maison », cruellement meurtrie par l'ouragan asiatique, par le vent de folie venu des steppes russes, il fallut reprendre à la base l'œuvre que les bons ouvriers de l'unité avait mené à bien il y a 25 ans alors qu'ils avaient trouvé leur appui le plus solide dans l'Internationale.

C'est au contraire à l'appel, sous l'action d'une prétendue « Troisième » Internationale — en réalité émanation d'un mouvement spécifiquement russe —, que l'œuvre de division et de haine avait pu se poursuivre et le crime de la scission se commettre. Au lendemain de Tours nous étions retombés en deçà des résultats de la salle du Globe! Tout le fruit du travail accompli depuis quinze années semblait perdu.

Mais il n'en était rien. Jaurès n'avait pas donné en vain à la classe ouvrière française son magnifique génie, son sang et sa vie même. Son enseignement, celui de Marx et de tous nos grands maîtres ne pouvait pas périr : il est immortel.

Lentement, péniblement, nous avons remonté la pente. A peine 30.000 socialistes organisés en 1921 au lendemain de Tours, nous sommes en 1930 plus de 120.000. Partout les

---

(1) J'avais proposé « *Section française de l'Internationale* », Albert Willm, délégué du P. O. S. R. qui désirait vivement que le mot ouvrier demeurât tout au moins dans le sous-titre, fit ajouter *ouvrière*.

masses ouvrières, petite-bourgeoise, paysanne — le monde du travail — rejoint nos drapeaux, nos sections, nos fédérations; notre presse se renforce, notre influence grandit, ainsi que toutes les dernières élections partielles l'ont démontré.

Pendant ce temps, ceux qui avaient porté leurs mains sacrilèges sur l'œuvre de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, qui se flattaient de maintenir à jamais la division du prolétariat, voient leurs organisations s'effondrer, leur influence s'évanouir.

En un fort bel article qu'a publié la *Bataille Socialiste* (1), notre vieil Amédée Dunois — dont nous sommes joyeux de saluer la rentrée dans notre Parti —, analyse avec pénétration et clairvoyance la situation actuelle, lance le cri de ralliement qui, comme en 1905, doit animer notre effort, inspirer notre action : *il faut réaliser l'unité totale de la classe ouvrière.* Et il ajoute: « *l'ère des scissions est close, l'ère de l'unité commence* ».

Sa conclusion sera la nôtre.

Jean LONGUET.

---

(1) Il avait été écrit pour le *Ça Ira !* organe des dissidents communistes qui ont constitué le « Parti ouvrier paysan » — qui ne voulut pas le publier.